

30/04/2025

Va-t-on forcer les VPN à lutter contre le piratage ?

Va-t-on forcer les VPN à lutter contre le piratage ?

Le bilan 2023 de l'Arcom observe une maîtrise accrue des VPN et des DNS par les internautes adeptes du piratage. Pour l'institution, il est temps de s'interroger sur le détournement de ces deux outils légaux à des fins illicites. La prochaine étape de la lutte contre le piratage consistera-t-elle à hausser le ton contre les fournisseurs de VPN et de DNS alternatifs ? Cette perspective ne déplairait manifestement pas à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), en témoigne son bilan de l'année 2023, remis ce mardi 30 avril. L'instance, qui a succédé au CSA et à la Hadopi début 2022, fait en effet un constat : la grande majorité des internautes qui piratent des contenus sur le net savent mettre en œuvre des stratégies de contournement pour esquiver les blocages de sites illicites. Or, le blocage par nom de domaine constitue la pierre angulaire de la lutte contre le piratage. Deux pirates sur trois utilisent un VPN ou changent de DNS. Dans son étude, l'Arcom relève que deux internautes sur trois (66 %) ayant des pratiques contrefaisantes utilisent un VPN ou bien un DNS alternatif pour accéder à des plateformes illicites. Il y a même une proportion significative (37 %) qui a recours à ces deux stratagèmes pour continuer à consommer des contenus piratés. En principe, un VPN (acronyme de réseau privé virtuel) a pour rôle de sécuriser la connexion Internet. À l'usage, le VPN répond à des besoins divers. On peut vouloir éviter le pistage, contourner le géoblocage, limiter son exposition quand on se connecte à un réseau Wi-Fi public ou encore masquer son origine géographique. Quant au DNS alternatif, il permet de palier une éventuelle panne de DNS du côté des opérateurs ou bien d'éviter de se retrouver face à la pratique des DNS menteurs. Dans ce cas, les fournisseurs d'accès à Internet ne dirigent pas correctement les internautes sur les bons sites. Ils peuvent les re-router sur d'autres adresses. Le rôle d'un DNS alternatif, si celui du FAI pose problème. Source : Numerama Rallier les fournisseurs de VPN et de DNS à la lutte anti-piratage Ces différentes pratiques sont licites et légitimes. Cependant, les VPN et les DNS peuvent aussi servir à des fins illégales. C'est justement ce qui ennuie l'Arcom : « On peut s'interroger sur le détournement des outils de sécurisation internet comme le VPN ou les DNS alternatifs pour accéder à des contenus dématérialisés », détaille le rapport. Entre les lignes, on devine que l'Arcom estime que certains fournisseurs de VPN et de DNS alternatifs sont trop complaisants envers les internautes qui piratent. La preuve : leur « implication [...] dans l'application de la loi, aux côtés des FAI, permettraient là aussi de renforcer l'efficacité des mesures de blocage et d'intensifier la lutte contre le piratage », dit-elle. La maîtrise des VPN et des DNS, en outre, est en hausse. Une enquête de l'Arcom de 2022 a relevé que 6 % des internautes adeptes du piratage disaient changer de DNS, et 12 % affirmaient utiliser un VPN. Désormais, la connaissance de ces outils s'est propagée : 57 % des pirates utilisent un VPN et 46 % modifient les réglages DNS. Abonnez-vous à Numerama sur Google News pour ne manquer aucune info !

<https://www.numerama.com/tech/1735434-va-t-on-forcer-les-vpn-a-lutter-contre-le-piratage.html>

From:

<http://aproposnews.com/> - **Apropos News**

Permanent link:

<http://aproposnews.com/doku.php/elsenews/spot-2024-04a/vpn-piratage>

Last update: **01/05/2024**

